

Séance Officielle du 24 mars 2009

DELIBERATION N° 40/2009

**BUDGET PRIMITIF 2009 – APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ARCHIPEL
CONTRAT DE DEVELOPPEMENT 2007/2013**

LE CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

VU la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-Mer ;

VU le contrat de développement entre l'Etat et la Collectivité Territoriale signé le 8 juin 2007 pour la période 2007/2013 ;

VU le protocole de restructuration budgétaire et de redressement financier signé le 16 janvier 2008 avec l'Etat et approuvé par délibération de l'Assemblée en date du 19 décembre 2007 ;

VU le rapport « Actions concourant à une dynamique de développement économique durable de l'archipel et inscrites au titre du contrat de développement 2007/2013 » présenté dans le cadre de l'examen du projet de Budget Primitif 2009 ;

VU l'avis de la Commission Mixte réunie le 20 mars 2009 ;

SUR le rapport de son Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
A ADOPTE LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :**

Article 1 : Le Conseil Territorial **décide** d'inscrire au Budget Primitif 2009 pour le programme d'appui au développement :

- en fonctionnement : des crédits de paiement à hauteur de 630 000 € (chapitre 65) au titre de l'autorisation d'engagement APPUIDEVEL 2007/1 votée et affectée par délibération n° 48 du 6 avril 2007 et une recette de 420 000 € (chapitre 74).

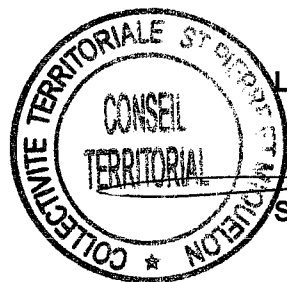
Article 2 : Le Conseil Territorial **décide** d'approuver les modalités de la convention ci-annexée relative à la mise en place d'un partenariat régional avec le Réseau de Développement Economique et d'Employabilité – RDEE – du Canada et d'autoriser son Président à signer ladite convention.

Article 3 : Le Conseil Territorial **décide** d'inscrire au Budget Primitif 2009 pour le programme d'appui au développement :

- en investissement : un crédit de paiement de 50 000 € (chapitre 20) pour le financement de l'engagement territorial pris à l'article 2 de la présente délibération.

Adopté

14 voix pour
2 voix contre
XX abstention
Conseillers élus : 19
Conseillers présents : 12
Conseillers votants : 16



Le Président,


Stéphane ARTANO.



PROTÉGÉ une fois rempli



³ *Le Réseau national de
développement économique francophone*

DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE
pour

la conception, l'évaluation et la consolidation d'un Bureau
de Marketing et de Mise en Marché
à Saint-Pierre et Miquelon
(Le B3M SPM)

présentée au
Conseil territorial de Saint-Pierre et Miquelon

février 2009

160, rue George, bureau 202
Ottawa (Ontario) K1N 9M2
Télec. : (613) 244-3934
Tél. : (613) 244-7308
info@rdee.ca
www.rdee.ca

PROTÉGÉ une fois rempli

PARTIE A – RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR DU PROJET.....	3
NCERNANT LES ACTIVITÉS PROPOSÉES	3
PARTIE B – RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET.....	5
NCERNANT LES ACTIVITÉS PROPOSÉES	5
PARTIE C – DÉCLARATION.....	6
ANNEXE A.....	8

PROTÉGÉ une fois rempli

FORMULAIRE DE DEMANDE :

PARTIE A – RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR DU PROJET

1. Nom officiel de l'organisme	RDÉE Canada (Réseau de développement économique et d'employabilité)
2. Téléphone	613-244-7308
3. Télécopieur	613-244-3934
4. Courriel	info@rdee.ca
5. Site Web	www.rdee.ca
6. Adresse postale	160, rue George, bureau 202, Ottawa (Ontario) K1N 9M2

7. Personnes-ressources	Roger Lavoie, Directeur général; et Richard F. Aubry, Directeur des affaires intergouvernementales et internationales
8. Langue de communication	Français <input checked="" type="checkbox"/> Anglais <input type="checkbox"/>
9. Téléphone	613-244-7308
10. Télécopieur	613-244-3934
11. Cellulaire	613-799-7973
12. Courriel	richard.aubry@rdee.ca

13. Structure de régie de l'organisme

RDÉE Canada (Réseau de développement économique et d'employabilité), organisation canadienne à but non lucratif, travaille de concert avec chacun des RDÉE provincial et territorial pour appuyer le développement économique des communautés francophones en situation minoritaire, et ce, depuis plus de 10 ans. Son Réseau intervient au sein de quatre domaines prioritaires : Tourisme, Développement rural, Employabilité et entrepreneuriat jeunesse et Économie du savoir, en appuyant sur des thèmes et axes de développement, d'une part, la planification et l'intervention en développement des capacités économiques (axe #1 – Services et appui aux entreprises en démarrage et existantes) ; (axe #2 – Services et appui aux industries et aux secteurs économiques) et, d'autre part, la planification et l'intervention en développement des capacités humaines (axe #3 – Services et appui en employabilité) ; (axe #4 – Services et appui en renforcement des capacités communautaires).

Les RDÉE contribuent à l'amélioration de la compétitivité de l'économie canadienne, en particulier celle de l'économie de leur province ou territoire, par le développement économique communautaire axé sur l'entrepreneuriat francophone et l'adaptabilité de la main-d'œuvre francophone.

Il est pertinent de souligner que plus d'un million de francophones vivent en situation linguistique minoritaire au Canada. Leur impact sur l'économie du pays est important. Leur présence dans le domaine des affaires ajoute de la valeur aux échanges et permet une plus grande diversification de l'activité économique. RDÉE Canada et son Réseau servent de maillon entre ces francophones au pays.

PROTÉGÉ une fois rempli

14. Mandat de l'organisme (selon les statuts et règlements)

Vision du RDÉE Canada : « Les communautés francophones et acadiennes sont des leaders et un moteur incontournable de l'économie canadienne. »

Mission du RDÉE Canada : « RDÉE Canada, maître d'œuvre du développement économique des communautés francophones et acadiennes, contribue activement à l'essor de l'économie canadienne. »

Mandats du RDÉE Canada :

- Influencer les politiques, les programmes et les services gouvernementaux afin qu'ils répondent mieux aux besoins en développement économique et en employabilité des communautés francophones et acadiennes.
- Contribuer au développement économique et à l'employabilité des communautés francophones et acadiennes.

15. Envergure de l'organisme (selon les statuts et règlements)

<input checked="" type="checkbox"/> Internationale	<input checked="" type="checkbox"/> Nationale	<input checked="" type="checkbox"/> Interprovinciale/Interterritoriale	
<input checked="" type="checkbox"/> Provinciale/Territoriale	<input type="checkbox"/> Régionale	<input type="checkbox"/> Municipale	<input type="checkbox"/> Locale

16. Expertise, compétences et expérience qui font que RDÉE Canada est qualifié pour réaliser ce projet.

RDÉE Canada est le seul Réseau national et chef de fil du développement économique au sein des communautés francophones et acadiennes du Canada. Il a pris racine en 1998, lorsque fut conclu un partenariat entre le gouvernement fédéral et les communautés francophones et acadiennes. Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) dispose d'une force économique de plus de 140 praticiens en développement économique à l'échelle du pays, une présence dans neuf (9) provinces et trois (3) territoires; un réseau de dizaines de milliers de gens d'affaires francophones et acadiens; un financement stable; et un réseau important de partenaires contributeurs (c.-à-d. qu'ils sont des acteurs qui participent activement à la mise en œuvre des projets).

Une évaluation sommative du Réseau des cinq dernières années ⁽¹⁾ démontre que chaque employé permanent des RDÉE provinciaux et territoriaux génère en moyenne 24,25 emplois indirects qui n'auraient pas été créés sans leur implication, et que chaque RDÉE provincial et territorial collabore, en moyenne, avec 104,2 partenaires et qu'au total, les RDÉE ont réalisé, seulement pour l'année 2006-2007, 688 plans d'affaires, plans stratégiques et plans communautaires. RDÉE Canada et son Réseau national maintiennent des relations étroites avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

17. Affiliation à d'autres organismes

Oui Non

RDÉE Canada fait parti du réseau des acteurs économiques francophones du Forum Francophone des Affaires (FFA), voir site officiel : www.ffa-int.org, et plus spécifiquement est le représentant au Canada pour ce forum transnational. Le FFA, créée en 1987 au Sommet de Québec, est la seule organisation internationale économique reconnue comme institution officielle par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant le français en partage.

En effet, le Bureau International du Forum Francophone des Affaires (BIFFA) représente le secteur économique et d'affaire francophone auprès des organisations internationales (Nations Unies, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Commission Européenne, Organisation Mondiale du Commerce). Il y défend la spécificité des entreprises francophones et leurs conceptions économiques, faisant ainsi entendre leurs voix.

1) Rapport d'évaluation sommative 2002-2003 à 2006-2007. Ronald Bisson et Associé.e s, 31 mars 2008

PARTIE B – RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

18. Titre du projet Conception, évaluation et consolidation d'un Bureau de Marketing et de Mise en Marché à Saint-Pierre-et-Miquelon (« B3M SPM »).

19. Durée	Du	01	04	2009	Au	31	03	2010
		Jour	Mois	Année		Jour	Mois	Année

18. Description sommaire du projet (une page)

Cette présente demande de financement intitulée, « Le Bureau de Marketing et de Mise en Marché de Saint-Pierre-et-Miquelon « **Le B3M SPM** » est une initiative du RDÉE Canada (Réseau de développement économique et d'employabilité) et de la présidence du Conseil territorial de Saint-Pierre et Miquelon. Elle s'inscrit dans le cadre des relations internationales et de l'ouverture sur l'extérieur de SPM, plus particulièrement de la Coopération régionale, de l'entente de partenariat entre RDÉE Canada et le Conseil territorial de Saint-Pierre et Miquelon et des échanges de collaboration et d'expertise entre RDÉE Canada et la Société de Développement et de Promotion de l'Archipel (SODEPAR) depuis deux ans inscrites dans le cadre des chantiers du Schéma Stratégique lancé par le Conseil territorial avec l'appui de la SODEPAR. Elle a pour objet la conception, l'évaluation et la consolidation d'un Bureau de Marketing et de Mise en Marché à Saint-Pierre et Miquelon (« Le B3M SPM ») en vue d'appuyer activement les dirigeants de petites et moyennes entreprises en croissance canadiennes et autres et – ou de la zone européenne dans leurs efforts pour se préparer et – ou accélérer la croissance de leur organisation, et de faciliter les échanges commerciaux entre les petites et moyennes entreprises (PME) francophones et acadiennes du Canada et celles de la zone francophone européenne en tirant avantage de la mondialisation, par l'entremise de l'Archipel de Saint-Pierre et Miquelon.

Ce projet, optant pour une approche pragmatique et souple vise à renforcer l'attractivité de l'Archipel de Saint-Pierre et Miquelon (SPM) en faisant qu'elle soit la porte d'entrée de l'Europe pour les PME canadiennes et vice et versa. Il se déroulera **en trois phases successives** qui s'étaleront du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010. Les phases impliqueront chacune des partenaires pressentis et autres, à savoir les institutionnels et organisations publiques et privés de Saint-Pierre et Miquelon; RDÉE Canada et son Réseau; deux PME ontariennes, la Chambre de Commerce France-Canada; et le ministère du développement international du gouvernement de l'Ontario.

- **La première phase, nommée « Phase I - La conception »**, permettra une mobilisation des partenaires et des acteurs pressentis, à savoir les institutionnels et acteurs publics et privés de Saint-Pierre et Miquelon ; RDÉE Canada et son Réseau ; deux PME ontariennes ; la Chambre de Commerce France-Canada ; le ministère de l'Investissement international du gouvernement de l'Ontario, et une réflexion sur les différents mécanismes et processus de mise en marché à disposition afin d'établir un premier prototype du « *B3M SPM* ».
Missions préparatoires de faisabilité.
(Échéancier Juin 2009)
- **La deuxième phase, nommée « Phase II – L'évaluation »**, permettra de mettre à l'essai le premier prototype du « *B3M SPM* » sur deux cas réels (deux entreprises ontariennes touchant le secteur agro-alimentaire et langagier) et animer conjointement avec les partenaires pour négocier, rétroagir, évaluer et ajuster les mécanismes et processus de mise en marché en fonction des besoins, possibilités et contraintes.
Mission économique de faisabilité à SPM
(Échéancier Septembre 2009)
- **La troisième phase, nommée « Phase III – La consolidation »** permettra de maximiser les retombées de la phase II et consolider les avenues et l'ouverture des réseaux d'affaires qui s'ouvrent pour le « *B3M SPM* ».
(Échéancier Mars 2010)

PROTÉGÉ une fois rempli

Les indicateurs de succès sont :

1. Une mission préparatoire à SPM, à Paris et à Toronto en vue d'élaborer le « B3M SPM » ainsi qu'un état des appuis formels obtenus des partenaires énumérés, sur le « B3M SPM ».

2. Des partenaires et deux entrepreneurs ontariens présents, parties prenantes et actifs ; et des ateliers opérationnels et des rencontres de travail ciblés tenus favorisant le dialogue et l'échange entre les parties prenantes ; ainsi que des plénières de travail tenues favorisant la rétroaction, l'évaluation et l'ajustement des mécanismes et processus de mise en marché « en direct » et sur des « cas concrets » en fonctions des besoins, possibilités et contraintes.

3. Une analyse regroupant les constats des parties prenantes sur les phases de conception, évaluation et consolidation d'un Bureau de Marketing et de Mise en Marché à Saint-Pierre et Miquelon (« B3M SPM ») ; une entente de partenariat entre les parties prenantes ; un rapport de rencontre sur les avenues et les moyens complémentaires et à venir et une identification des filières – secteurs en forte croissance afin d'assurer au « B3M SPM » son essor ainsi que de faire valoir l'« avantage SPM » (*Branding*).

Voir Annexe A – Description.

Une approche consultative très inclusive sera nécessaire et les engagements de partenariats internes et externes, aux différentes phases du projet, se feront tout au long du processus.

Le montant demandé au Conseil territorial de Saint-Pierre et Miquelon pour le bon fonctionnement de ce PROJET est de

67 860 \$ pour la période allant du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010. RDÉE Canada engagera, pour cette même période un

montant de 138 659 \$. Les dépenses budgétaires demandées par RDÉE Canada couvrent principalement les déplacements à l'extérieur du pays.

Voir Annexe A – Budget.

19. Montant engagé par RDÉE Canada	1 ^{er} avril	2009	au	31 mars	2010	1 ^{er} avril	_____	au	31 mars	_____	TOTAL
	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	
				138 659 \$						0 \$	138 659 \$
20. Montant demandé au Conseil territorial				67 860 \$						0 \$	67 860 \$

18c. Remplir et joindre l'ANNEXE A : Description et dépenses



Voir ANNEXE A ci-jointe.

PARTIE C

Je déclare que

- les renseignements contenus dans la présente demande sont exacts et complets;
- ladite demande est présentée au nom de l'organisme dont le nom figure à la page un et avec l'approbation de celui-ci;
- ledit organisme s'engage, si une aide financière lui est accordée, à accepter que les activités financées soient évaluées conformément aux exigences du gouvernement territorial de Saint-Pierre et Miquelon.

Signature	
Titre	

PROTÉGÉ une fois rempli

	Directeur général
Date	Le 3 février 2009

PROTÉGÉ une fois rempli

ANNEXE A

GABARIT POUR LES DEMANDES D'AIDE FINANCIÈRE

Tableau 1 - Description
Tableau 2 - Dépenses

ANNEXE A : TABLEAU 1, DESCRIPTION

Nom de l'organisme : RDÉE Canada	Titre : « Le B3M SPM »								
		Du	01	04	2009	Au	31	03	2010
			Jour	Mois	Année		Jour	Mois	Année

Mise en contexte

L'internationalisation des petites et moyennes entreprises (PME) devrait-elle être une priorité des politiques publiques? On estime, selon les données du *Conférence Board du Canada de décembre 2008*, que les PME ont été à l'origine de 37 p. 100 des emplois créés dans le secteur privé au pays pendant les dix dernières années. Les dépenses de ces mêmes entreprises au titre de la recherche et du développement en pourcentage des recettes dépasseraient largement celles de leurs homologues de grande taille. Cela fait des PME un élément indispensable à l'innovation dans les produits et les industries, et à la capacité concurrentielle des pays dans l'économie mondiale (*Sources Industrie Canada, Principales statistiques relatives aux PME, juillet 2008, p. 38*). Selon le *Conférence Board du Canada*, les PME sont aussi devenues des actrices de plus en plus importantes du commerce extérieur canadien : en 2002, les PME représentaient 85 p. 100 des exportateurs canadiens et, étonnamment, elles étaient responsables de 35 p. 100 de la valeur totale des exportations (*Sources Industrie Canada, Principales statistiques relatives aux PME, juillet 2008, p. 43*). Il est clair que les PME sont une composante vitale de l'économie canadienne. Néanmoins, même si bon nombre de PME sont actives sur les marchés étrangers, toutes ne réussissent pas.

Dans cette veine, fort du Rapport de mission du Sénateur Denis Detcheverry, Sénateur de Saint-Pierre et Miquelon – *Stratégie pour une coopération profitable et durable, mars 2007*, des échanges de collaboration et d'expertises entre RDÉE Canada et la SODEPAR depuis deux ans s'inscrivent entre autres dans les chantiers du Schéma Stratégique de développement lancé par le Conseil Territorial avec l'appui de la SODEPAR et en appui à l'ouverture sur l'extérieur de SPM, et des discussions avec la présidence du Conseil territoriale de Saint-Pierre et Miquelon, RDÉE Canada et le Conseil territorial de Saint-Pierre et Miquelon se proposent à travers leur partenariat de collaboration, d'entreprendre la conception, l'évaluation et la consolidation d'un Bureau de Marketing et de Mise en Marché à Saint-Pierre et Miquelon (« Le B3M SPM ») afin d'approfondir la recherche action pour cerner les facteurs prédictifs d'une internationalisation efficace des PME francophones et acadiennes à travers l'Avantage SPM. En un mot : **Faire que Saint-Pierre et Miquelon soit la porte d'entrée de l'Europe pour les PME canadiennes ciblées et vice et versa.**

Résultats directs visés (Objectifs)	Indicateurs de rendement	Activités (en ordre de priorité)	Échéancier	
<p>1. Phase I (La conception) - Missions préparatoires de faisabilité : Mobiliser les partenaires et acteurs pressentis (Institutionnels et acteurs publics et privés de SPM, Chambre de Commerce France-Canada, Gouvernement de l'Ontario – ministère du commerce international, deux entrepreneurs ontariens) et provoquer une réflexion sur les différents mécanismes et processus de mise en marché à disposition afin d'établir un premier prototype du « B3M SPM ».</p>	<p>1. 1 Une mission préparatoire à SPM, à Paris et à Toronto en vue d'élaborer le « B3M SPM ».</p>	<p>1. 1 Préparation et participation aux rencontres de travail et de coordination préparatoire avec les partenaires et décisionnaires clés parties prenantes.</p>	<p>Juin 2009</p>	
	<p>1.2 Un prototype « B3M SPM » élaboré.</p>	<p>1.2 Revue de littérature sur les modèles d'organisation (mécanismes et processus) de marketing et de mise en marché.</p>	<p>1.2 Revue de littérature sur les modèles d'organisation (mécanismes et processus) de marketing et de mise en marché.</p>	<p>Juin 2009</p>
	<p>1.3 Un état des appuis formels obtenus des partenaires énumérés, sur le « B3M SPM ».</p>	<p>1.3 Rencontres de promotions et de validations des appuis formels des partenaires existants et ciblés.</p>	<p>1.3 Rencontres de promotions et de validations des appuis formels des partenaires existants et ciblés.</p>	<p>Juin 2009</p>
<p>2. Phase II (L'évaluation) – Mission économique de faisabilité à SPM (mise à l'essai du premier prototype du « B3M SPM ») impliquant deux entreprises ontariennes. Animer conjointement avec les partenaires pour négocier, rétroagir, évaluer et ajuster les mécanismes et processus de mise en marché « en direct » et sur des « cas concrets » en fonction des besoins, possibilités et contraintes.</p>	<p>2. 1 Les partenaires et deux entrepreneurs ontariens sont présents, parties prenantes et actifs.</p>	<p>2. 1 Assurer une présence active et planifier des partenaires et des deux entrepreneurs ontariens.</p>	<p>Septembre 2009</p>	
	<p>2.2 Des ateliers opérationnels et des rencontres de travail ciblés seront tenus lors de cette phase favorisant le dialogue et l'échange entre les parties prenantes.</p>	<p>2.2 Promouvoir sous forme d'ateliers opérationnels et de rencontres de travail ciblés le dialogue et l'échange – négociation entre les parties prenantes. (Mise en pratique du « B3M SPM »)</p>	<p>2.2 Promouvoir sous forme d'ateliers opérationnels et de rencontres de travail ciblés le dialogue et l'échange – négociation entre les parties prenantes. (Mise en pratique du « B3M SPM »)</p>	<p>Septembre 2009</p>
	<p>2.3 Des plénières de travail sont tenus lors de cette phase, favorisant la rétroaction, l'évaluation et l'ajustement des mécanismes et processus de mise en marché « en direct » et sur des « cas concrets » en fonction des besoins, possibilités et contraintes.</p>	<p>2.3 Promouvoir sous forme de plénières de travail entre les parties prenantes, la rétroaction, l'évaluation et les ajustements envisageables des mécanismes et processus de mise en marché.</p>	<p>2.3 Promouvoir sous forme de plénières de travail entre les parties prenantes, la rétroaction, l'évaluation et les ajustements envisageables des mécanismes et processus de mise en marché.</p>	<p>Septembre 2009</p>
<p>3. Phase III (La consolidation) – Maximiser les retombées de la phase II et consolider les avenues et l'ouverture des réseaux d'affaires qui s'ouvrent pour le « B3M SPM ».</p>	<p>3. 1 Une analyse regroupant les constats et recommandations des parties prenantes.</p>	<p>3.1 Assurer l'analyse de la phase II (Constats et recommandations) des parties prenantes qui permettra de répondre aux questions suivantes : - Le prototype « B3M SPM » est-il perfectible? - Si oui, devrait-il y avoir des ajustements et lesquels ? - Quels devraient être les intervenants internes et externes principaux et quels</p>	<p>Septembre 2009</p>	

PROTÉGÉ une fois rempli

LE B3M SPM

1

RDEE
Canada

PROTÉGÉ une fois rempli

ANNEXE A : TABLEAU 2, DÉPENSES

Nom de l'organisme : RDÉE Canada	Titre : « Le B3M SPM »					
	Du	01	04	2009	Au	31
		Jour	Mois	Année	Jour	Mois
						03
						2010
						Année

MONTANTS DEMANDÉS AU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Phases	Description	État détaillé du budget demandé	Ressources financières requises
Phase I – La conception	Mission Paris : 3 personnes du RDÉE Canada : Présidence, direction générale et direction des affaires intergouvernementales et internationales.	Déplacements : 3 x 1700 (avions et taxis) Hébergement : 3 x 7 jours x 330 (hôtel) Per Diem : 3 x 7 jours x 150 (repas – faux frais)	15 180 \$
	Recherches : Revue de littérature et élaboration d'un prototype.	Frais de recherche	15 000 \$
Phase II – L'évaluation	Mission SPM : 3 personnes du RDÉE Canada : Présidence, direction générale et direction des affaires intergouvernementales et internationales.	Déplacements : 3 x 400 (avions et taxis) Hébergement : 3 x 7 jours x 150 (hôtel) Per Diem : 3 x 7 jours x 150 (repas – faux frais)	7 500 \$
	Mission SPM : 3 personnes du RDÉE Canada : Direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications.	Déplacements : 3 x 400 (avions et taxis) Hébergement : 3 x 7 jours x 150 (hôtel) Per Diem : 3 x 7 jours x 150 (repas – faux frais)	7 500 \$
Phase III – La consolidation	Mission Paris : 3 personnes du RDÉE Canada : Direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications.	Déplacements : 3 x 1700 (avions et taxis) Hébergement : 3 x 7 jours x 330 (hôtel) Per Diem : 3 x 7 jours x 150 (repas – faux frais)	15 180 \$
	Mission SPM : 3 personnes du RDÉE Canada : Direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications.	Déplacements : 3 x 400 (avions et taxis) Hébergement : 3 x 7 jours x 150 (hôtel) Per Diem : 3 x 7 jours x 150 (repas – faux frais)	7 500 \$
TOTAL			67 860 \$

Note : Les dépenses budgétaires demandées par RDÉE Canada couvrent principalement les déplacements à l'extérieur du pays.

MONTANTS ENGAGÉS PAR RDÉE CANADA

LE B3M SPM

Phases	Description et état détaillé du budget engagé	Ressources financières engagées
	<p>Salaires : 4 personnes du RDÉE Canada : direction générale (25 jours), direction des affaires intergouvernementales et internationales (30 jours), coordination des opérations (5 jours), et direction des communications (15 jours).</p> <p>Honoraires : 1 personne du CA du RDÉE Canada : la présidence (14 jours) à 300\$ par jour.</p> <p>Coûts opérationnels et recherches : Outils de communication et de promotion, études thématiques et sectorielles.</p> <p>Déplacements : 3 personnes du RDÉE Canada - présidence : A-R Vancouver St. John's (Mission SPM) et A-R Vancouver Toronto (Mission Toronto); direction générale et direction internationales : A-R Ottawa St. John's (Mission SPM) et 2 A-R Ottawa-Toronto (Mission Toronto).</p> <p>Hébergement, repas et Per Diem : 3 personnes du RDÉE Canada – présidence, direction générale et direction des affaires intergouvernementales et internationales : 2 nuits à St. John's (Mission SPM) et 4 nuits à Toronto (Mission Toronto).</p> <p>Salaires : 4 personnes du RDÉE Canada : direction générale (10 jours), direction des affaires intergouvernementales et internationales (10 jours), coordination des opérations (2 jours), et direction des communications (10 jours).</p>	<p>33 972 \$</p> <p>8 400 \$</p> <p>15 000 \$</p> <p>4 000 \$</p> <p>4 600 \$</p> <p>13 865 \$</p>
Phase I – La conception	<p>Déplacements : 3 personnes du RDÉE Canada - direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications : A-R Ottawa St. John's (Mission SPM).</p> <p>Hébergement, repas et Per Diem : 3 personnes du RDÉE Canada – direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications : 2 nuits à St. John's (Mission SPM).</p> <p>Salaires : 4 personnes du RDÉE Canada : direction générale (25 jours), direction des affaires intergouvernementales et internationales (30 jours), coordination des opérations (3 jours), et direction des communications (10 jours).</p> <p>Coûts opérationnels et recherches : Outils de communication et promotion de l'Avantage SPM et du B3M SPM; Analyse d'impact et plan d'action opérationnel de la promotion du B3M SPM à travers le Réseau; inventaire des PME ciblées.</p> <p>Déplacements : 3 personnes du RDÉE Canada - direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications : A-R Ottawa St. John's (Mission SPM) et 2 A-R Ottawa Toronto (Mission Toronto).</p> <p>Hébergement, repas et Per Diem : 3 personnes du RDÉE Canada – présidence, direction générale, direction des affaires intergouvernementales et internationales et direction des communications : 2 nuits à St. John's (Mission SPM) et 4 nuits à Toronto (Mission Toronto).</p>	<p>2 250 \$</p> <p>1 500 \$</p> <p>32 172 \$</p> <p>15 000 \$</p> <p>3 300 \$</p> <p>4 600 \$</p>
Phase II – L'évaluation		
Phase III – Consolidation		
TOTAL		138 659 \$